

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, la tradition n'admet pas, ce que le député sait d'ailleurs, que le genre de consultation dont il parle ait lieu avant l'introduction de nouvelles mesures fiscales dans un budget.

M. Nielsen: Allez dire cela à Walter Gordon!

M. MacEachen: On a beaucoup parlé du secret du budget. Il est certain que cette convention écarte, avant le budget, toute consultation sérieuse sur des mesures précises. J'y vois un sujet sur lequel le Parlement voudra sans doute se pencher en vue de déterminer s'il n'y aurait pas lieu, à l'avenir, de changer la coutume et d'avoir des consultations précises avant de proposer des mesures fiscales. Dans le passé, on avait coutume d'entendre les instances une fois le budget présenté et d'apporter ensuite des modifications au besoin. C'est ce qui s'est fréquemment produit dans le passé et je suis bien prêt à le faire dans les circonstances actuelles.

● (1420)

LES CONSEILS DONNÉS AU MINISTRE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, je conseille au ministre de se renseigner sur la coutume suivie dans le passé, car on a déjà fait appel à des experts du secteur privé. Je signale à la Chambre que c'est ce qu'on a fait dans ce cas-ci également. Selon toute apparence, le seul expert de l'extérieur qu'on a consulté pour l'élaboration du budget était un professeur Neil Brooks d'Osgoode Hall. Le Pr Brooks, bien connu comme conseiller fiscal gauchisant, a déjà aidé le NPD à formuler des propositions fiscales.

Chaque jour, on comprend de mieux en mieux pourquoi le ministre défend ce budget si malencontreux . . .

Mme le Président: A l'ordre. Le député a-t-il une question à poser?

M. Baker (Nepean-Carleton): Bien sûr qu'il en a une, comme tous les Canadiens d'ailleurs.

M. Wilson: Oui, madame le Président, j'ai une question et j'espère obtenir une réponse. En faisant fi des conseillers de l'extérieur qui ont prêté leur concours dans le passé, le ministre voulait-il s'écarter de la philosophie du gouvernement en s'en remettant exclusivement au Pr Brooks cette fois-ci, dont les vues sont évidemment différentes de celles de beaucoup de députés à la Chambre?

M. McDermid: De la majorité des députés à la Chambre!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je tiens à assurer au député que je n'ai reçu aucun conseil du Pr Brooks avant le budget. Cependant, je ne sais pas quelles personnes

mes fonctionnaires ont pu consulter. J'espère qu'ils ont consulté toutes sortes de gens sur des questions générales, comme je l'ai fait moi-même. De prime abord, je ne m'offusque pas à l'idée que quelque expert en la matière ne devrait pas être consulté pour la simple raison que le député le qualifie de gauchisant. On me dit qu'il y a quelques gauchisants dans le parti conservateur.

Des voix: Oh, oh!

L'INCIDENCE DES DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES SUR LES COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES DE PROTECTION DE LA SANTÉ

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, ma question s'adresse elle aussi au ministre des Finances.

M. Broadbent: Voilà toute l'aile gauche en un seul homme!

Des voix: Oh, oh!

M. Crombie: Le ministre des Finances le sait sans doute, l'introduction ces dernières années de régimes de protection de la santé et du bien-être dans les conventions collectives s'est révélée un progrès vraiment bénéfique sur le plan social. Cette innovation a permis aux travailleurs ordinaires de s'assurer une protection contre l'invalidité à long terme et de profiter de soins médicaux et dentaires, d'une assurance-vie collective et ainsi de suite. Le fait que les cotisations de l'employeur soient soustraites à l'impôt a constitué un des principaux facteurs d'acceptation de ces régimes. Mais le budget a changé tout cela et met ces régimes en péril. Je sais que le ministre a reçu un bon nombre d'instances de la part des syndicats de tout le pays et même du ministre du Travail. J'aimerais savoir quand il compte annoncer une révision de cet aspect du budget.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, ai-je raison de croire que le député représente à lui seul toute l'aile gauche dont j'ai parlé plus tôt?

M. Baker (Nepean-Carleton): Pensez ce que vous voulez, mais répondez à la question.

M. MacEachen: Je répondrai que si l'on doit faire des révisions sur des points particuliers du budget, elles seront annoncées de la façon normale.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE RÉVISER LES DISPOSITIONS FISCALES

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, pour beaucoup de gens, ce n'est pas là une question insignifiante ou qui prête à rire. Ces régimes protègent 750,000 hommes, femmes et enfants au Canada. On ne les a pas négociés à titre d'échappatoires. Ce ne sont pas des moyens d'aider les riches, mais bien des programmes sociaux pour les travailleurs. Au nom de ces travailleurs, je demande au ministre s'il va réviser son budget en vue de permettre la poursuite de ces régimes?